

Edito | D'avance merci! Aqui.fr a besoin de vous....

Amis lecteurs vous êtes 12866, à ce jour, à avoir découvert sur aqui.fr le reportage à Arzacq, dans les Pyrénées-Atlantiques, de Solène Méric, le 9 novembre, sur les 20 ans de la création de l'Identification Géographique Protégée "Jambon de Bayonne", 33054 à vous être intéressés à celui de Romain Béteille que nous avons publié, le 10 novembre, sur la possible relance de la ceinture ferroviaire de Bordeaux, 12257 à connaître les lauréats de la Fondation pour une agriculture durable que j'ai eu l'immense plaisir de rencontrer à Nouaillé-Maupertuis dans la Vienne, le 15 novembre, dans la ferme "La Folie Bergère" de Laurence Gauthier. Cet intérêt pour le travail d'une rédaction qui se veut au coeur des réussites et des débats de la Nouvelle-Aquitaine est la plus belle des récompenses. Mais, et vous l'imaginez aisément, pour mener à bien le développement de l'information, que je vous annonçais lors des vœux de ce début d'année, dans une si grande région, Aqui! Presse qui offre à ses lecteurs une information gratuite a, plus que jamais, besoin de leur soutien. Au passage merci à Marc, Fabrice et BM fidèle à leur don mensuel, à Aurore qui vient, à son tour, de rejoindre le petit noyau des lecteurs qui apprécient la ligne éditoriale d'aqui.fr

Et, bien sûr, comment ne penserai-je pas à l'importance que revêtirait le soutien des 3.000 abonnés de la newsletter qui reçoivent, chaque semaine, l'ensemble des contenus publiés par la rédaction. Une manière de journal hebdomadaire qui n'a ni la prétention ni les moyens de couvrir tous les événements qui rythment la vie de la plus grande région de France mais se fait un devoir de mettre en valeur, avec une forte exigence professionnelle, ce qui lui semble le meilleur de ce qu'il s'y passe. D'être au plus près de ces nouveaux venus en agriculture qui s'engagent dans de nouvelles voies, de ces citoyens qui inventent une autre façon de faire société, de ces élus municipaux qui, écoutant leurs administrés, rebattent les cartes de l'urbanisme dans leur ville, de ces jeunes que l'horizon d'une planète, en grand danger climatique, inquiète au plus haut point. Telle est la noblesse de l'information et du plus beau métier du monde - l'on me pardonnera cette confiance- que j'exerce depuis cinquante trois ans.

Pour continuer à vous proposer et améliorer ce site d'informations régionales dont on me dit, de plus en plus, à La Rochelle, Poitiers, Limoges, Pau, Bayonne, Brive ou Mont de Marsan, et pas seulement à Bordeaux, qu'il peut devenir le nouveau média dont l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine a besoin, faites donc, s'il vous plaît, le geste de donner, selon vos moyens. C'est pratiquement très simple: vous cliquez sur Okpal que vous trouvez sur la page d'accueil d'aqui.fr - et dans le lien ci-dessous - et déposez votre don. Un reçu fiscal vous sera adressé par la suite via "J'aime l'info"; il permettra de le prendre en compte à hauteur de 66% de déduction. Vous pouvez aussi adresser un chèque au siège d'Aqui! Presse qui fera le lien avec "J'aime l'info". D'avance un grand merci; j'ai confiance en vous.

www.okpal.fr/aquipresse

Un climat de plus en plus insurrectionnel

Insurrection: il n'y a pas d'autres mots quand le coeur de Paris est en feu, que l'on incendie une banque et dévalise des commerces de luxe. Certes, les gilets jaunes n'étaient pas ces hordes de casseurs trop heureux de s'abriter derrière un mouvement qui s'est voulu pacifiste mais est, y compris en ses rangs, de plus en plus tenté d'en découdre... Sinon comment expliquer les tentatives, à Pau ou à Bordeaux par exemple, de forcer l'entrée des mairies ou de s'en prendre, ailleurs, aux préfectures...

On le sentait venir ce début d'insurrection, tant la détermination à ne rien lâcher n'était pas que blabla. Et, au soir de ce second samedi d'émeutes, le pays est plongé dans ce qu'il faut bien appeler une crise politique majeure. Un gouvernement dont le premier ministre se prête à un dialogue direct avec des gilets jaunes mais, finalement, ne trouve qu'un interlocuteur quasi clandestin et pas représentatif, des forces de l'ordre sous pression maximale et dont il est clair qu'elles auront du mal à faire face si le mouvement s'éternise, des élus de la majorité qui n'ont rien d'autre à dire que le discours officiel...

La crise est d'autant plus inquiétante que le pouvoir n'a pas d'interlocuteur et que la méfiance du politique que l'on observe, et entend, au coeur des manif gilets jaunes ne favorise pas l'organisation d'une instance de dialogue.

La crise est d'autant plus politique que l'on perçoit désormais très nettement à travers la remise en question du

mandat d'Emmanuel Macron la montée en puissance d'une critique radicale de la voie libérale qu'il défend. De la question des taxes sur le carburant le débat a glissé sur le terrain de l'impôt et du pouvoir d'achat, où jeunes et retraités modestes se retrouvent pour dénoncer la fin de l'ISF, même s'ils ne paient pas forcément l'impôt sur le revenu. Seule une forte mesure d'apaisement peut désormais arrêter le cours d'une situation qui, en outre, va peser très lourdement sur l'économie. Et ce ne peut-être une dissolution de l'assemblée qui ne ferait que dégrader davantage l'image d'une classe politique mal en point.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 02/12/2018

[Url de cet article](#)